

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REALISATION D'UNE MISSION D'ETUDE DE
FAISABILITE, PHASAGE ET CHIFFRAGE POUR LA
RESTRUCTURATION SUR SITE OU LA
RECONSTRUCTION D'UN CENTRE HOSPITALIER
MEMBRE DU GHT VENDEE :
LE CENTRE HOSPITALIER LOIRE VENDEE OCEAN**

Affaire n° 2024_PI_LVO_033

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Ce document comprend 15 pages numérotées de 1 à 15

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PREAMBULE.....	3
1.1 Contexte relatif aux groupements hospitaliers de territoire	3
1.2 Contexte relatif au schéma directeur immobilier du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (CHLVO)	3
1.3 Périmètre	3
1.4 Définitions	3
ARTICLE 2. Objet du marché – Dispositions générales	4
ARTICLE 3. Caractéristiques principales du marché	4
ARTICLE 4. Durée du marché	4
ARTICLE 5. Décomposition du marché	4
5.1 Allotissement	4
5.2 Tranches	4
ARTICLE 6. Lieu d'exécution des prestations	4
ARTICLE 7. Groupement momentané d'entreprises – Sous-traitance	5
7.1 Cotraitance	5
7.2 Sous-traitance	5
ARTICLE 8. Interlocuteur référent du Titulaire.....	5
ARTICLE 9. Ordres de service	6
ARTICLE 10. Pièces contractuelles	6
ARTICLE 11. Prix	6
11.1 Caractéristiques des prix	6
11.2 Variation des prix	7
ARTICLE 12. Règlement des comptes	7
12.1 Avance	7
12.2 Acomptes	7
12.3 Délai de paiement	7
12.4 Comptable	7
12.5 Présentation des factures	7
ARTICLE 13. Opérations de vérification – Décisions après vérifications	8
ARTICLE 14. Modification du marché	8
14.1 Clause de réexamen	8
14.2 Autres modifications	9
14.2.1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires	9
ARTICLE 15. Délais d'exécution - Pénalités	10
15.1 Délais	10
15.2 Pénalités	10
ARTICLE 16. Confidentialité et utilisation des résultats	11
16.1 Obligation de confidentialité	11
16.2 Utilisation des résultats	11
ARTICLE 17. Respect de la législation sociale	11
ARTICLE 18. Egalité, laïcité et neutralité	11
ARTICLE 19. Respect de la réglementation générale de protection des données	12
ARTICLE 20. Assurances	13
ARTICLE 21. Arrêt de l'exécution des prestations	13
ARTICLE 22. Résiliation	14
ARTICLE 23. Nantissement	15
ARTICLE 24. Règlement des litiges	15
ARTICLE 25. Dérogations aux documents généraux	15

ARTICLE 1. PREAMBULE

1.1 Contexte relatif aux groupements hospitaliers de territoire

En application de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, les établissements publics de santé de Vendée s'intègrent dans le Groupement Hospitalier de Territoire de la Vendée (GHT85). Le GHT ne possédant pas la personnalité juridique, le Centre Hospitalier Départemental de la Vendée a été désigné établissement support par une convention constitutive du GHT. Il assure pour le compte des établissements parties les quatre fonctions suivantes :

- La stratégie, l'optimisation et la gestion commune d'un système d'information hospitalier convergent (SIH) ;
- La gestion d'un département de l'information médicale de territoire (DIM) ;
- Les achats ;
- La coordination des instituts et des écoles de formation paramédicales du groupement hospitalier de territoire et des plans de formation continue et de développement professionnel continu des personnels des établissements parties.

La fonction achat comprenant notamment la planification et la passation des marchés publics, le Centre hospitalier Départemental de Vendée en application des articles L.2113-2, L.2113-3 du Code de la Commande Publique exerce les opérations de passation de marchés publics mais uniquement au bénéfice des établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire.

Les établissements publics de santé parties au Groupement Hospitalier de Territoire sont les suivants :

- CHD Vendée ;
- CH Loire Vendée Océan ;
- L'hôpital de Noirmoutier ;
- L'hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu ;
- CH Côte de Lumière ;
- CH Fontenay le Comte ;
- Groupe Public des Collines vendéennes ;
- CH de santé mentale Georges Mazurelle.

1.2 Contexte relatif au schéma directeur immobilier du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (CHLVO)

Le contexte est défini à l'article 2 du CCTP.

1.3 Périmètre

L'établissement concerné par cette mission est :

Le CH Loire Vendée Océan pour son site de Challans hors EHPAD et psychiatrie ambulatoire.

1.4 Définitions

L'Etablissement : Le terme unique « d'établissement » est employé dans les documents du marché. Selon les cas, il pourra désigner soit le CHD Vendée, établissement support du GHT85, qui assure la fonction achat, soit le CHLVO, en charge de la maîtrise d'ouvrage des opérations et de l'exécution du marché.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché a pour objet la **réalisation d'une mission d'étude de faisabilité, phasage et chiffrage pour la restructuration sur site ou la reconstruction du Centre Hospitalier Loire Vendée Océan.**

Les prestations attendues sont décrites au CCTP.

ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

Le présent marché est un marché ordinaire.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée allant de sa notification jusqu'à l'exécution complète des prestations.

ARTICLE 5. DECOMPOSITION DU MARCHE

5.1 Allotissement

Il n'est pas prévu d'allotissement au motif que la mission constitue un ensemble indissociable.

5.2 Tranches

Sans objet.

ARTICLE 6. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Selon le type de prestations, ces dernières seront réalisées :

- Soit dans les locaux du Titulaire
- Soit dans les locaux du CHLVO

Le Titulaire pourra également être amené à participer à des réunions hors site avec les instances (ARS, collectivités, ...)

ARTICLE 7. GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES – SOUS-TRAITANCE

7.1 Cotraitance

Le mandataire du groupement est désigné à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.5.2 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint d'entreprises, le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'Etablissement jusqu'à la date d'expiration du délai de garantie.

7.2 Sous-traitance

Les sous-traitants ne peuvent intervenir que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement constatés par un acte spécial signés des deux parties, conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles R2193-1 et R2193-2 du code de la commande publique. Le sous-traitant doit avoir en outre, le cas échéant, adressé les documents visés à l'article 3.6 premier alinéa du CCAG PI dans un délai d'au moins vingt et un jour (21) précédant le démarrage de son intervention.

Le Titulaire est habilité à sous-traiter ses prestations, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément préalables des conditions de paiement du/des sous-traitants(s), conformément aux conditions posées par l'article 3.6. du CCAG PI.

L'acceptation d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve que la demande préalable en soit faite par le titulaire dans un délai compatible avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant.

L'acte spécial de demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement est établi conformément au modèle DC4 et doit être remis signé conjointement par le sous-traitant et par le titulaire. Dans cette déclaration, il est demandé que les prestations sous-traitées soient présentées selon la même décomposition que celle du titulaire et libellés de manière suffisamment explicite pour identifier clairement les prestations effectuées par le sous-traitant.

Si l'opérateur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est également contresigné par le mandataire du groupement.

ARTICLE 8. INTERLOCUTEUR REFERENT DU TITULAIRE

Le Titulaire désigne un chef de projet Senior en tant qu'interlocuteur référent. Il s'engage à faire intervenir cet interlocuteur référent, ou son suppléant, nommément désignés dans son offre, pendant toute la durée du marché.

Si l'interlocuteur référent n'est plus en mesure d'assurer la mission pour des raisons indépendantes de la volonté du Titulaire, l'intérim est assuré par le suppléant, en attendant la désignation du nouvel interlocuteur privilégié.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le délai imparti au Titulaire pour proposer un remplaçant est réduit à 7 jours.

En cas de retard pris dans l'exécution de la prestation, le titulaire ne pourra pas s'appuyer sur l'absence temporaire de l'interlocuteur référent pour s'exonérer des pénalités de retard.

En complément, l'établissement pourra également appliquer des pénalités en cas d'absence d'interlocuteur référent.

L'application de pénalités ne fait pas obstacle à la possibilité pour l'établissement de prononcer une

résiliation pour faute en application des articles 3.4.3 et 39 du CCAG PI.

En cas de difficulté dans l'exécution de la prestation, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander le remplacement d'un intervenant. Au préalable, l'Etablissement informera le Titulaire de la difficulté qu'il rencontre dans l'exécution de la prestation.

Le Titulaire doit alors proposer un remplaçant dans les conditions sus-citées et en application de l'article 3.4.3. du CCAG-PI.

ARTICLE 9. ORDRES DE SERVICE

Par dérogation à l'article 2 du CCAG-PI, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

ARTICLE 10. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé par l'acheteur fait foi,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont seul l'exemplaire conservé par l'acheteur fait foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles issu du texte n° 21 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.)
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG PI, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

Les pièces générales sont réputées être connues et ne sont pas transmises.

ARTICLE 11. PRIX

11.1 Caractéristiques des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire et les charges inhérentes à l'exécution des prestations (assurance, reprographie, secrétariat, frais de déplacement sur site, repas et hébergement...)

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Ce prix global et forfaitaire sera décomposé en faisant ressortir le nombre de journées « bureau » et « sur site » nécessaires pour réaliser la prestation.

La répartition des paiements entre ce qui doit être réglé au mandataire du groupement, à chaque cotraitant et à chaque sous-traitant devra être indiquée.

11.2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

ARTICLE 12. REGLEMENT DES COMPTES

12.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance sera effectué en application de l'article 11.1 - option A du CCAG FCS (taux de 20% pour les PME, taux de 5% hors PME)..

12.2 Acomptes

Le titulaire peut adresser une demande d'acompte à l'issue de chaque étape, sous réserve de l'admission de ses prestations suivant les dispositions de l'art 13 du présent CCAP.

Le montant de chacun d'eux est déterminé, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-PI, la demande d'acompte peut être effectuée sous forme de demande de paiement, note d'honoraires ou facture.

12.3 Délai de paiement

Les sommes dues au titulaire en exécution de son marché seront payées, par virement administratif, dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement correspondant par l'Etablissement.

Ce délai peut être suspendu à la demande de l'Etablissement concerné ou du comptable pour toute demande de paiement présentant des anomalies en interdisant le paiement. Tous les motifs de retard imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé majoré de huit points de pourcentage.

12.4 Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Trésorier des Hôpitaux de la Roche Sur Yon.

12.5 Présentation des factures

En application de l'article L. 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-5 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro du marché
- La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le numéro de SIRET (268 504 453 00013) , qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,

Pour déposer les factures sur Chorus Pro, les éléments suivants sont à compléter :

- Le numéro de SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture,
- Le numéro du marché, à inscrire dans la colonne « Numéro de Commande » ou « numéro d'engagement »
- Le code service de l'entité en charge du règlement de la facture : **DRM**.

Attention : le code service ou n° d'engagement de l'entité en charge du règlement de la facture est une information essentielle qui permet un traitement des factures dans un délai nominal. L'absence de cette mention ne permet pas au service en charge de la liquidation de la facture de retrouver cette facture sur le portail CHORUS-PRO. En conséquence, le délai de paiement peut être impacté en l'absence de cette mention.

Les numéros de SIRET ainsi que le code service ou n° d'engagement sont précisés à l'acte d'engagement

ARTICLE 13. OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Les livrables remis par le titulaire seront soumis à l'approbation des instances et devront pouvoir encore être modifiés à la demande de l'établissement.

Les décisions d'admission pourront prendre la forme d'un e-mail de l'interlocuteur privilégié de l'établissement.

Il est fait application des dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI tant qu'elles ne sont pas contradictoires avec les dispositions du présent article.

ARTICLE 14. MODIFICATION DU MARCHE

En application de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le périmètre du présent marché pourra être modifié soit à l'initiative de l'Etablissement, soit à l'initiative du titulaire.

14.1 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant dans les cas prévus au présent article.

- 1) Peut faire l'objet d'une clause de réexamen la cession de marché sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

- 2) Peut faire l'objet d'une clause de réexamen, la modification des données de dimensionnement indiquées au CCTP.

14.2 Autres modifications

14.2.1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

14.2.2. Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

14.2.3. Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

14.2.4. Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le maître d'ouvrage prend en compte le montant cumulé.

ARTICLE 15. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

15.1 Délais

Les livrables indiqués à l'article 2.6 du CCTP doivent être transmis à l'Etablissement dans un délai de 8 semaines suivant la réunion de cadrage du marché organisée par l'Etablissement.

15.2 Pénalités

15.2.1. Généralités

L'ensemble des pénalités sont cumulables.

Les pénalités feront l'objet, sur simple constatation, de retenues déduites du montant des acomptes présentés par le titulaire. Le montant de ces retenues sera cumulé sur le délai global d'exécution du marché.

Lors de la dernière facture, le montant total des pénalités sera porté au débit du titulaire.

Concernant l'application de l'ensemble des pénalités prévues au présent CCAP, **par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI**, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du lot concerné. Dans le cas où l'application des pénalités conduirait à excéder ce montant, une résiliation pour faute du titulaire pourra être prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG PI.

15.2.2. Montant des pénalités applicables

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les montants des pénalités applicables sont les suivants :

* *Retard dans la remise des documents*

Pour tout retard dans la remise des documents par rapport aux délais définis à l'article 15.1, le titulaire sera sanctionné par l'application d'une pénalité à hauteur de 200 € par jour de retard calendaire.

* *Absence aux réunions*

Pour chaque absence à une réunion, le titulaire sera sanctionné par application d'une pénalité, à hauteur de 100 €.

* *Non remplacement de l'interlocuteur référent*

Le non-remplacement de l'interlocuteur référent dans les délais contractuels sera sanctionné par l'application d'une retenue provisoire à hauteur de 200 € par jour de retard calendaire à compter du 1^{er} jour de retard.

* *Non-respect du formalisme de présentation des documents*

En cas de non-respect du formalisme de présentation des documents, une retenue provisoire de 100 € document pourra être appliquée.

ARTICLE 16. CONFIDENTIALITE ET UTILISATION DES RESULTATS

16.1 Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que les informations, documents ou éléments liés au présent marché ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de ce marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

16.2 Utilisation des résultats

Les résultats s'entendent selon les définitions de l'article 32 du CCAG-PI.

Le régime de propriété intellectuelle est celui fixé aux articles 33 à 35 du CCAG PI.

Il est précisé que les livrables produits par le titulaire pourront être publiés dans le cadre des opérations de consultation des marchés se rapportant au projet ou à des fins de communication.

Le cas échéant, ils pourront également être transmis aux autorités, notamment l'ARS et les collectivités territoriales concernées, et aux partenaires de l'établissement.

ARTICLE 17. RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE

Le titulaire s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

☐ l'attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois, dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

☐ Lorsque le titulaire est établi ou domicilié à l'Etranger, une attestation sur l'honneur du respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque ces conventions ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main d'œuvre est employée, conformément aux dispositions de l'article 39 du CCAG PI.

Les éventuels sous-traitants du titulaire s'obligent à fournir les mêmes attestations.

A défaut de production de l'une ou l'autre de ces attestations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure restée infructueuse, à moins qu'il ne soit décidé d'en poursuivre l'exécution à ses frais et risques conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

ARTICLE 18. EGALITE, LAÏCITE ET NEUTRALITE

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public. Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues

manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme. En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers. En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. Le maître d'ouvrage est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le titulaire du contrat veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction. Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations. Ces contrats sont communiqués par le titulaire au maître d'ouvrage lors des demandes d'acceptation d'un sous-traitant ou d'un sous-concessionnaire ayant pour objet l'exécution de tout ou partie du service public.

Le titulaire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public. Ces informations doivent s'accompagner des coordonnées du service référent du maître d'ouvrage.

Ce dernier informe le titulaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Le maître d'ouvrage est informé, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté par le titulaire ainsi que des mesures qui ont été prises pour y remédier.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services du maître d'ouvrage.

Ce suivi peut prendre notamment la forme :

- d'un rapport du titulaire suite à ses actions correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité ;
- de réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- d'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

ARTICLE 19. RESPECT DE LA REGLEMENTATION GENERALE DE PROTECTION DES DONNEES

La politique de protection des données est définie sur le site internet de l'établissement :

<https://www.chd-vendee.fr/politique-de-protection-des-donnees>

<https://www.ch-lvo.fr/politique-de-protection-des-donnees>

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant des données à caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers non autorisé. Les parties s'engagent à respecter la

réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 25 mai 2018.

Les données personnelles communiquées dans les documents contractuels seront essentiellement utilisées pour assurer le traitement des candidatures. Elles seront conservées ensuite dans un fichier informatisé strictement accessible au seul personnel de notre administration.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation de publication des données essentielles des marchés publics conformément à l'article R.2196-1 du code de la commande publique)
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires et appropriées. Le titulaire du marché devra respecter de proportionnalité, de minimisation (réduire au maximum la quantité de données traitées dès le départ) et de limitation de la conservation des données, assurant ainsi que seules les données pertinentes définies par le maître d'ouvrage seront traitées au sein de l'offre au regard des objectifs poursuivis et sous le contrôle des seules personnes habilitées.

Ces obligations s'appliquent à chaque membre du groupement et à chaque sous-traitant.

ARTICLE 20. ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-PI.

ARTICLE 21. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations du titulaire, sans indemnité, au terme de chacune des parties de mission.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie de mission peut être temporaire ou définitive. Un arrêt définitif a pour effet

d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

ARTICLE 22. RESILIATION

Les conditions de résiliation applicables au présent marché sont celles des articles 36 à 42 du CCAG PI.

Outre les cas évoqués à l'article 39 du C.C.A.G. Prestations intellectuelles, sont considérés comme des cas pouvant entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-14 de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- La non-justification d'une assurance de responsabilité civile professionnelle.
- Le non-respect des obligations du titulaire, constaté par une mise en demeure établie par l'établissement concerné.
- La non-remise tous les 6 mois suivant la notification du marché, des documents indiqués à l'article D. 8222- 5 du Code du travail.

Les dispositions des articles 8 et 15 du présent CCAP prévoient également des cas de résiliation pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 23. NANTISSEMENT

Les marchés conclus pourront être nantis suivant les conditions des articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir au bénéficiaire du nantissement les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R2391-28 de ce même code, est Monsieur le Directeur/Madame la Directrice du Centre Hospitalier Départemental Vendée.

ARTICLE 24. REGLEMENT DES LITIGES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché. Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, complétée par la circulaire du 07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique. En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par les textes relatifs aux Marchés Publics et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

ARTICLE 25. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est fait dérogation
8	3.4.3
9	2
10	4.1, 4.2.1
12.2	11.2
15.2.1	14.1.3, 14.1.2
15.2.2	14.1.1
21	22
22	40

Fait à la Roche sur Yon, le 25/11/2024

Le Directeur Territorial des Ressources Matérielles et du
Patrimoine du CHD Vendée, Etablissement support du
GHT Vendée

Tahar BENHASSAN